

SUSANNE NIES

Responsable de l'IFRI de Bruxelles

L'atelier a été consacré à la question de savoir comment générer, mais aussi exploiter les nouvelles technologies afin d'améliorer l'économie de la connaissance.

M. Pisani-Ferry

Comme M. Pisani-Ferry l'a déclaré dans ses remarques liminaires, le savoir est devenu aujourd'hui un élément clé de la compétitivité. Si les États-Unis ont été pendant longtemps les leaders incontestés dans le domaine, aujourd'hui ils sont en train de perdre ce rôle. L'UE est toujours à la traîne, la stratégie de Lisbonne est un vœu pieux. Le capital humain est essentiel, et nous observons une marchandisation du travail. La circulation et la migration du travail comptent beaucoup, mais restent très faibles en Europe, alors qu'elles touchent ¼ du travail aux États-Unis. Dans l'UE, l'investissement dans le capital humain est aussi très faible, par rapport, à nouveau, aux États-Unis. Ceci est en complète contradiction avec notre autoperception : en fait, l'Europe croit depuis les années 70 qu'elle est une économie de ressources humaines, mais en fait nous sommes une économie de consommation capitaliste.

La qualité de l'enseignement est importante. Le dernier classement de Shanghai des universités indique que le pays le plus performant au sein de l'UE est la Suède, mais, là encore, il faut être prudent, car le classement est basé sur les universités les plus performantes, équivalentes au MIT, et qui, comme pour le MIT, ne sont pas représentatives de l'état de l'éducation dans l'ensemble des États-Unis. Comme priorité pour les gouvernements, l'UE pourrait contribuer à favoriser davantage la concurrence entre ses États membres. Erasmus par exemple, insiste beaucoup sur la dimension culturelle, mais ne touche pas vraiment aux programmes. Par conséquent, on doit se concentrer et cibler le niveau Master, qui est moins cher, et beaucoup plus efficace. La migration de personnel qualifié doit être une priorité pour l'UE : il y a beaucoup de personnes compétentes qui assiègent l'UE, mais les obstacles sont trop importants, et elles ne peuvent pas y entrer. Toutes ces discussions sur les Cartes bleues, les cartes vertes, ne conduisent pas loin pour le moment.

Bertrand Collomb

Nous avons besoin de tout ce qui est nécessaire pour le développement d'une économie de la connaissance basique. Au niveau européen, la stratégie de Lisbonne n'a pas vraiment mené très loin. Le Japon a réussi, ou l'Inde, avec Bangalore. La connaissance est directement liée à l'éducation. En Europe, malheureusement, nous ne voyons pas d'amélioration, mais plutôt une détérioration. Nous sommes également confrontés à des difficultés liées aux diversités sociales et culturelles. En Inde, au contraire, nous assistons à des différences importantes, le Brésil est aussi très mauvais, mais néanmoins, il fonctionne à certains endroits. Il est très difficile aujourd'hui d'attirer les gens vers les sciences dures, et la fuite des cerveaux est une caractéristique commune. L'innovation est un phénomène culturel, et le conservatisme l'interdit en Europe, tout changement est considéré comme un problème, pas comme une chance. Les entreprises en Europe demeurent également réticentes à l'égard des nouvelles technologies, elles ne les utilisent pas assez. Les relations public-privé sont importantes. Le MIT est financé à 40 % par l'État et à 60 % par les entreprises. Ceci est un parfait exemple de partenariat public-privé. Les domaines de recherche de l'avenir sont clairement l'énergie, les changements climatiques et, pour que se développe une recherche à long terme à l'issue incertaine, nous avons besoin de financement. Nous avons eu en France le plan Beffa, des centres d'innovation, de centres d'excellence, mais néanmoins l'effort demeure parcellaire. Il y a le projet d'un centre européen d'excellence, encouragé par M. Barroso.

Anatoly Torkunov

Nous avons un projet russe spécifique pour faire face aux défis d'aujourd'hui, dans le domaine de l'économie de la connaissance. Une idée importante est de réduire de manière significative le nombre d'universités : la Russie en compte aujourd'hui environ 1800, elle veut les réduire à 50. Est-ce une bonne idée ? Il est nécessaire de vérifier et

d'évaluer. Le MGIMO est une exception dans l'image de la Russie dans le sens où nous coopérons très fortement avec des entreprises russes, mais aussi internationales comme BP, qui parrainent des programmes spéciaux de formation, en particulier des Masters, comme cela a été dit précédemment, en raison du retour sur investissement positif avec les Masters. Les entreprises sont en train de créer leurs propres universités d'entreprise rivales. Le processus de Bologne a eu un impact positif, mais nous devons faire plus pour faire face à ces changements.

Débat

Le débat a été axé sur les perspectives technologiques, et présenté par un représentant de Google, sur les pays en développement avec l'exemple du Kenya, sur l'impact du PIB sur la recherche, ainsi que sur le rôle des entreprises dans l'éducation. Une autre question traitée a été celle des relations public-privé, pour revenir aux questions majeures de la World Policy Conference : le rôle des États, la gouvernance. Les participants ont estimé que l'État doit définir un cadre réglementaire, notamment en Europe. Pour cela, les participants ont discuté de l'impact d'un échec face à l'économie de la connaissance : si nous n'y arrivons pas, quelles en seront les conséquences ? De la pagaille, pas de grands desseins, est l'une des réponses les plus probables.

Anatoly Torkunov (MGIMO) et Susanne Nies (Ifri) ont discuté d'un projet concret de formation qui serait un « Bruges de la politique », en particulier de la politique énergétique : l'Ifri et le MGIMO pourraient mettre en place un cycle de formation pour les États membres d'EDU-27, ainsi que pour la Russie et les États de la PEV, en se concentrant sur la politique énergétique européenne. Ce serait un excellent moyen de contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération d'énergie moins nationale et plus européenne.